

SOLIDARITÉ



Vol. 12, N° 2

Novembre 1989

• CISO • 1415, rue Jarry est, bureau 101 • Montréal, QC H2E 1A7 • Tél. : (514) 374-6660, poste 305 •

CHILI



« On ne brisera pas notre espoir »

Droits humains et démocratie Les choix économiques et l'endettement

• SOMMAIRE : Droits humains et démocratie, p. 2 • Les choix économiques et l'endettement, p. 6 • Plan Baker — Plan Bradley, p. 8 • Données générales et bibliographie, p. 11 • Tournée au Québec, p. 12 •

Droits humains et démocratie

Le 14 décembre prochain, le peuple chilien ira aux urnes pour la première fois après 16 ans de dictature, élire un président, des députés et une partie du sénat. (L'autre partie du sénat sera désignée par le régime actuel.)

D'ici là, le régime de Pinochet s'efforce de semer des embûches et des difficultés pour assurer la tutelle des forces armées sur le futur gouvernement civil. Le peuple chilien et ses organisations sociales demandent aux futurs membres élus de ce gouvernement civil : la libération de toutes et de tous les prisonniers politiques, l'abolition du décret de la loi d'Amnistie de 1978 et la mise en place d'un programme pour enrayer la pauvreté.

Cette élection marquera les débuts difficiles de la transition vers la démocratie. Le Chili a besoin de reconstruire sa dignité tant pour les individus que pour sa vie politique, économique, sociale et culturelle. Ce processus de reconstruction sera fondé sur des valeurs, des principes et des normes juridiques admises universellement.

Un programme des droits humains engagé dans la transition vers la démocratie est le fruit



On ne veut plus jamais revoir de ces scènes au Chili

de la mobilisation participative de toutes et de tous les Chiliens, quels que soient leur condition sociale, économique, leur option politique ou religieuse, leur niveau culturel, leur degré

de participation dans les partis politiques ou les organisations sociales. Le peuple chilien est conscient que chacun doit exprimer ses apuis, ses projets et ses espoirs pour définir en commun comment reconstruire la dignité du Chili dans son cheminement vers la démocratie.

Tous les dirigeants de l'opposition et leur candidat présidentiel ont insisté sur la nécessité de payer «la dette sociale» léguée par la dictature. Pour eux, bâtir la justice, c'est la clef maîtresse de leur engagement démocratique. La paix que le peuple chilien attend par la transition vers la démocratie, ce n'est pas seulement éliminer le recours à la violence, à la terreur, aux tortures, aux disparitions, mais aussi pouvoir se développer comme peuple, dans la justice.

Les possibilités de paix, de justice, de respect des droits humains qu'offre la transition vers la démocratie, s'incarnent dans la construction d'un système qui offre des perspectives réelles de

développement pour les plus défavorisés, par une répartition plus équitable des richesses.

Il est certain que les problèmes de santé, d'éducation, de travail, de culture ne pourront

Droits humains et démocratie

être résolu comme par magie en peu de mois ou peu d'années. Les espoirs qu'éveille la transition vers la démocratie, ne se contenteront pas que de beaux discours et de belles promesses, car celles et ceux qui ont souffert des dégâts du modèle économique implacable et déshumanisant de la dictature, s'attendent à voir dans les faits que les priorités changent et que le programme de reconstruction s'applique dans ses points fondamentaux.

Démocratie et changements économiques

Dans le contexte de l'effervescence politique chilienne actuelle, toutes les couches de la population chilienne espèrent de grandes réformes économiques comme conséquences logiques des changements politiques.

Le candidat présidentiel de l'opposition, Patricio Aylwin, et les regroupements politiques qui l'appuient ont placé la justice sociale et le développement harmonieux au centre du nouvel ordre économique qu'ils veulent établir.

Des contraintes pesantes

1. La dette extérieure chilienne est de 20,8 milliards \$ E.U.. C'est une des plus fortes dettes considérant la densité de sa population, soit 1 800,00 \$ E.U. per capita. Cette dette occupe le 5^e rang des dettes latino-américaines et représente 124,1% du produit national brut. En 1988, le service de la dette était de 1 714 milliards \$ E.U., représentant 27,1% des revenus d'exportation.

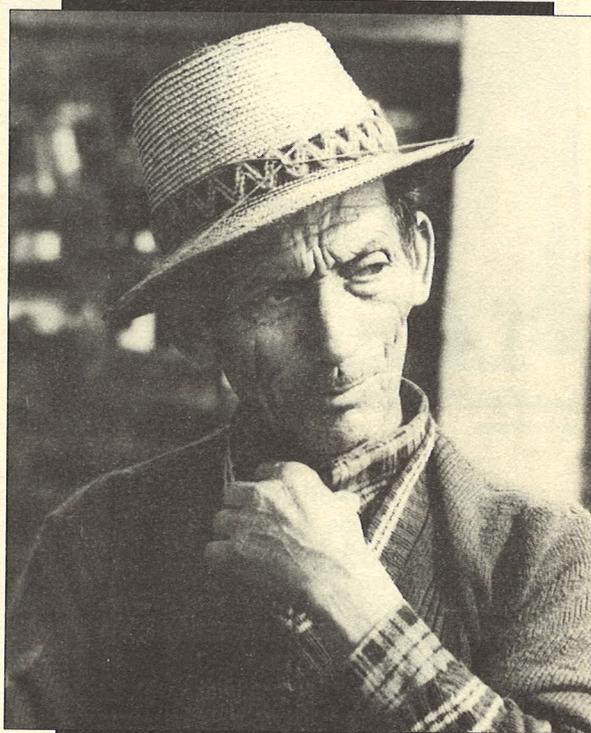
2. La dictature militaire chilienne est reconnue comme étant l'élève docile du F.M.I. et de la Banque mondiale. Le régime militaire chilien, comme stratégie de réduction de sa dette s'est mis à vendre le patrimoine national en transnationalisant ses richesses naturelles. En 1985, le Chili convertit sa dette pour une valeur de 324 millions \$ E.U.; en 1986, ce fut pour un total de 987 millions ; en 1988, 583 millions.

3. On connaît ce qui est arrivé lors de l'ouverture démocratique en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Devra-t-on, au Chili, laisser les coupables impunis et assumer le carcan d'engagement avec le F.M.I. qui ne permettra pas au nouveau gouvernement le paiement de la dette

sociale dans le respect des droits humains par l'amélioration du niveau de vie, le rétablissement des principes de justice, de souveraineté et d'autodétermination.

Reconstruction nationale et «protestas»

Les «Chicago-Boys» et des économistes de droite ont monté la charpente de l'édifice de la politique économique de Pinochet. Recherchant la stabilité, il joint à une politique de répression sa hantise de tout privatiser et d'aller jusqu'à accepter de vendre ce qui faisait la richesse du patrimoine national. Résultat : chute des salaires réels; le chômage passe de



Quelle place occuperons-nous dans le développement économique?

17% en 1981 à 30% en 1983 et le salaire minimum prend une baisse de 21%. Un groupe social est privilégié, les biens nantis. Le fossé s'élargit entre riches et pauvres.

C'est l'explosion des «protestas populares». Le mouvement ouvrier chilien se cimentera à nouveau. Pour lui, il est clair que «la dette doit être subordonnée aux nécessités de croissance et de développement du pays». Pour le «Comando» de travailleuses et de travailleurs chiliens et pour la Centrale unitaire des tra-

Droits humains et démocratie

vailleurs, la lutte contre la dette extérieure et ses effets passe par la démocratisation du Chili, par le départ des militaires qui ont été associés à la croissance de la dette chilienne et à une gestion anti-populaire et anti-nationale de la crise économique.

Propositions de la CUT

Cette proposition est construite en tenant



La politique du prochain gouvernement : assurer une alimentation suffisante aux secteurs défavorisés

compte de la vision qu'ont les travailleurs des divers aspects de la vie nationale. La CUT se dit «prête à coopérer dans ce processus de transition et de stabilisation, tout en acceptant de se concerter avec les autres acteurs sociaux afin de collaborer et de chercher des réponses à leurs justes demandes.»

Les travailleurs estiment que les ressources disponibles existent, mais que la répartition n'est pas juste. «Il faut donner satisfaction aux besoins de base de la population et assurer des conditions de travail dignes pour les travailleurs et leurs familles.»

La CUT est consciente du défi : gérer la transition et assurer la consolidation démocratique tout en tenant compte de la modernisation de l'économie et de la société chilienne.

La CUT regroupe ses demandes sous les grands thèmes suivants :

1. **la reconstruction de l'institutionnalité démocratique et de la concertation sociale;**
2. **le changement économique et social;**
3. **la reconnaissance du mouvement syndical et de tous ses droits;**
4. **la participation des travailleurs aux stratégies de développement.**

Au sujet de la dette externe, la CUT exprime trois propositions :

1. **enquêter sur les transactions douteuses liées à la dette;**
2. **souscrire à l'initiative du CEPAL* pour créer une institution internationale qui assume et renégocie la dette;**
3. **appuyer les initiatives de concertation d'autres pays endettés du continent pour adopter une attitude commune face aux créanciers.**

* Commission économique pour l'Amérique latine

Mobilisation des «pauvres»

Réunie en septembre dernier, la Confédération nationale «Solidarité et Travail» (organisme regroupant les groupes populaires, syndicats de travailleurs précaires, de chômeurs, groupes de soupe populaire, comité de sans-abri et de jeunes) élabore les demandes des pauvres des villes et des campagnes afin qu'elles soient jointes et articulées aux demandes des autres secteurs sociaux. Cela dans le but de donner un appui au prochain gouvernement d'unité nationale. Les propositions déjà remises au candidat de l'opposition, Aylwin, couvrent des demandes dans les domaines suivants :

- **emploi et travail** • **santé et alimentation**
- **éducation** • **logement** • **pouvoir municipal**

Tout faire pour jouer gagnant

Après l'expérience de la victoire du «non» lors du plébiscite du 5 octobre 1988, une chose devenait claire pour l'opposition : le choix d'un candidat unique pour l'élection présidentielle du 14 décembre 1989 s'imposait.

Le choix de Patricio Aylwin, comme candidat unique de l'opposition, marque l'aboutissement d'une démarche qui signifie la maturité politique des démocrates chrétiens, des 17 partis réunis dans la «Concertation», du Parti pour la démocratie (PPD) et du Parti ample de la gauche socialiste (PAIS).

La nomination des candidats à la Chambre des députés et au Sénat fut un travail d'«ingénierie politique». Chaque parti voulait en avoir pour son compte tout en voulant assurer une victoire de l'opposition dans ces deux chambres.

L'élaboration et la rédaction du programme du futur gouvernement de la reconstruction nationale ont recherché «l'équilibre entre les changements nécessaires et la stabilité». On a laissé de côté certaines définitions plus élaborées, comme aussi toute référence quantitative des tâches du prochain gouvernement. Les grands thèmes du programme de l'opposition sont les suivants :

1. Le chômage et l'extrême pauvreté

- création d'emplois
- revenu des plus pauvres
- sécurité et prévisions sociales
- santé
- éducation et égalité des chances
- habitat digne

2. La politique économique

3. Les changements touchant les travailleuses et les travailleurs

- droits individuels
- conventions collectives

L'équipe d'économistes de l'opposition travaille sur des questions comme la privatisation, la politique minière, les investissements étrangers, la politique de commerce extérieur et le système bancaire.

Pour ce qui est de la dette extérieure, il est dit que le service de la dette extérieure devra être réduit de manière significative et s'ajuster aux besoins du programme économique et social. Il devient indispensable de réduire les transferts des ressources

pour les ajuster au rythme des investissements et de la consommation.

Fermer le robinet et couper l'oxygène

Pinochet sent bien que le candidat de l'opposition, Patricio Aylwin, sortira vainqueur de l'élection. Le candidat «de la continuité», Hernan Büchi tout comme le Général, sort le spectre de la violence, du désordre, du chaos économique du socialisme ou du «cancer marxiste». Depuis octobre, la campagne de terreur envahit la presse et la télévision.

Pinochet est passé à l'action au plan économique. Deux gestes de son gouvernement visent un seul et même objectif : faire en sorte de couper substantiellement les possibilités financières du prochain gouvernement. Le projet du budget national pour 1990 contemple deux mesures d'étranglement: à l'interne, la privatisation de la Banque de l'État et à l'externe, la décision de prépayer les services de la dette en utilisant les ressources provenant de la vente du cuivre et de crédits obtenus du F.M.I. et de la Banque mondiale. Hernan Somerville, ex-négociateur du Chili auprès du F.M.I., est d'avis, tout comme l'économiste américain Stanley Fisher, que l'on ferait mieux d'utiliser ces ressources pour augmenter les investissements à l'intérieur du pays.

Réalisme et espérance

Comme le disait le vice-président de PAIS (parti ample de la gauche socialiste) «si la tâche présente au Chili est de construire un pays pour tous, le candidat c'est Aylwin, et la relation avec la gauche est fondamentale.» Au Chili présentement, les hommes et les femmes de divers champs de lutte politique, syndicale, sociale et populaire, espèrent beaucoup de la démocratie et sont conscients que les problèmes ne pourront être résolus dès le début. Mais seul un engagement avec la gauche, et aussi un engagement de la gauche avec le gouvernement garantiront que le mécontentement social ne se transforme en une force incontrôlable qui rendrait le pays ingouvernable.

«J'ai confiance, écrivait Patricio Aylwin, de pouvoir remplir le programme que nous nous sommes assigné comme base d'entente dans ce processus de justice, liberté et paix pour tout le peuple chilien qui a tellement souffert.»

Les choix économiques et l'endettement

Le modèle monétariste

Avec le coup militaire de 1973, le Chili est devenu, au plan économique, le modèle-type ultra-orthodoxe de l'application des thèses des économistes néo-libéraux en faveur de la suprématie absolue des lois du marché (libre, évidemment).

Au plan agricole, ce fut l'abandon de la réforme agraire, l'encouragement pour des productions d'exportation, en fait le retour à la grande exploitation agricole capitaliste. Pour les travailleurs des industries et des services, les syndicats étant interdits, les conditions deviennent tellement mauvaises, avec la chute des salaires réels, que grand nombre d'entre eux ne pouvaient même pas payer leur passage d'autobus pour se rendre au travail.

Le régime du général Pinochet se mit à «dénationaliser» des entreprises dont l'appartenance à la nation chilienne datait de plusieurs décades. La non-intervention étatique devait favoriser l'expansion et l'ouverture du pays à l'investissement. Les budgets d'éducation et des services sociaux diminuèrent rapidement. Ceux et celles qui protestèrent gagnèrent rapidement le chemin de la prison ou de l'exil. Une «stabilité» politique sous contrôle musclé de l'armée devait redonner confiance aux investisseurs.

Quelques-uns disent : «Ce modèle a marché», car le pays a connu jusqu'en 1981 une certaine croissance. Mais à quel prix? Chômage très élevé, accroissement des écarts riches / pauvres, prolétarianisation des couches moyennes de la population, répression brutale, déclin de la fréquentation scolaire, de la production des livres et de la culture en général. Ces mesures ont satisfait le FMI qui n'a pas tardé, quelques mois après le coup d'état, à repasser par le Chili pour la signature de nouveaux accords sur la dette externe du pays.

Accords avec le FMI

En 1974, le Chili signe un accord «stand-by» de «stabilisation» avec le FMI. Aucun problème pour rééchelonner sa dette car il a démontré sa volonté de réduire l'inflation et de couper brutalement les dépenses publiques. Ce faisant, Pinochet trouve les liquidités pour payer des compensations aux firmes multinationales qui avaient été nationalisées sous le gouvernement de l'unité populaire!

Des mesures d'austérité, connues sous le nom de «traitement de choc», sont implantées dès 1975 et affectent dramatiquement les salaires et les services sociaux. Le Chili connaît certaines difficultés pour trouver des créanciers extérieurs dans le contexte international où la



Soupe populaire : effets des choix néo-libéraux sous le régime Pinochet

Les choix économiques et l'endettement

question des droits humains est de plus en plus à l'ordre du jour. Mais il finit par trouver preneur sur le marché des banques privées qui regorgent de pétrodollars. De telles banques ont pour ainsi dire financé la répression.

L'endettement

Surtout après 1976, on peut se rendre compte que le «miracle économique» n'est pas évident. La production des biens et services s'est mise à décliner et le service de la dette atteint déjà 40% à 50% des gains d'exportation. Ce service connaît un nouveau sommet de 58 % en 1981. Plusieurs firmes chiliennes déclarent banqueroute.

Au lieu de favoriser la souveraineté, l'autosuffisance, une meilleure distribution de la richesse et la croissance, le «modèle chilien» est devenu l'antithèse du développement.

En 1983, le pays doit passer un nouvel accord de rééchelonnement de la dette. La récession mondiale et les intérêts très élevés de la période rendent la crise encore plus aiguë. Le gouvernement de Pinochet se décide d'intervenir en sauvant cinq (5) banques locales pour éviter l'effondrement du système bancaire et, sous la pression des créanciers externes, il assume la responsabilité de la moitié des créances de quelques gros conglomérats chiliens. C'est pour le moins un écart important des thèses monétaristes! Sur le dos des Chiliens!

Le dernier accord avec le FMI (1988) ne semble apporter rien de bien nouveau selon la revue *Analysis*: compression une nouvelle fois des dépenses publiques et «étrangérisation» (privatisation selon le terme chilien) des entreprises nationales. C'est la poursuite d'une mesure dont le Chili a été l'initiateur en 1985, suivi bientôt par d'autres pays latino-américains. On «vend la dette», pour ainsi dire, aux investisseurs étrangers, à bon prix, en les amenant à racheter les reconnaissances de dette des compagnies chiliennes débitrices.

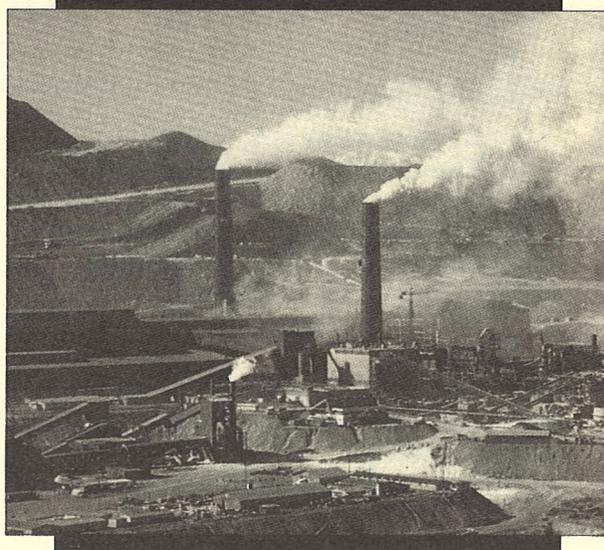
On leur vend à rabais les «joyaux de la Couronne», dans ce cas précis le patrimoine industriel et minier du pays. Vendant la dette,

on reproduit encore à plus grande échelle les raisons de l'endettement!

Ceux qui profitent de la dette

Les «courtiers-entremetteurs» de telles transactions sont souvent d'anciens politiciens ou experts financiers proches du gouvernement, ayant les bons contacts au Banco central et auprès des firmes américaines, australiennes ou... canadiennes. On parle d'opérations qui ont couvert environ 15% de la dette totale du Chili, qui atteint actuellement plus de vingt (20) milliards de dollars, une dette qui s'est multipliée par 5 en 11 ans de régime de dictature. De telles opérations sont peu transparentes, favorisent les gens proches du pouvoir, dont un ex-ministre du travail qui, selon la revue chilienne *Hoy*, aurait été l'intermédiaire dans plus de 30% de ces transactions.

On joue «légal», continue la revue, mais avec



On vend à rabais les «joyaux de la Couronne»

des lois (ex. : le chapitre 19 de la Loi de change) qu'on a soi-même manipulées auparavant.

Tout semble donc bien mis en place, à la fois pour préparer un héritage plutôt lourd au prochain gouvernement chilien et assurer qu'au-delà de l'ère de la dictature, le Chili de la «transition» traîne pour longtemps les effets des choix néo-libéraux.

Plan Baker — Plan Bradley

Pour saisir la philosophie et les mécanismes des plans Baker et Bradley au Chili, essayons d'en définir les principes.

En octobre 1985 à Séoul, lors de la rencontre annuelle entre le Fonds monétaire international (F.M.I.) et la Banque Mondiale, James Baker, secrétaire nord-américain au Trésor, reconnaît le principe de la co-responsabilité dans la solution de la dette et la nécessité d'une croissance économique soutenue, contrairement à Horst Schulmann, directeur des Finances internationales (grandes banques internationales) pour qui la solution de la dette consiste à mettre en œuvre une gestion efficace de leur économie dans les pays endettés.

Mais il y a plus, de dire le secrétaire exécutif de la CEPAL, E. Iglesias :

«Tant et aussi longtemps que les taux d'intérêt ne retrouveront pas leur niveau historique environ 2 %, (actuellement il oscille entre 14 et 20 %) et qu'on ne tiendra pas compte de la relation entre le service de la dette et les revenus d'exportation de ces pays, AUCUNE CROISSANCE NE SÉRA POSSIBLE»

Pour la première fois peut-être, les États-Unis reconnaissent que la crise concernant la dette extérieure menace dans son essence même le système commercial et financier international.

Jusqu'à ce jour la politique américaine se limitait à exhorter le tiers-monde, lui conseillant pour ne pas dire le forçant à se serrer la ceinture, à se retrousser les manches et à résoudre seul la crise de la dette.

Pour que les pays du Tiers Monde se développent et atteignent le niveau de croissance exigé par le Plan Baker, voici les mesures qu'il leur impose :

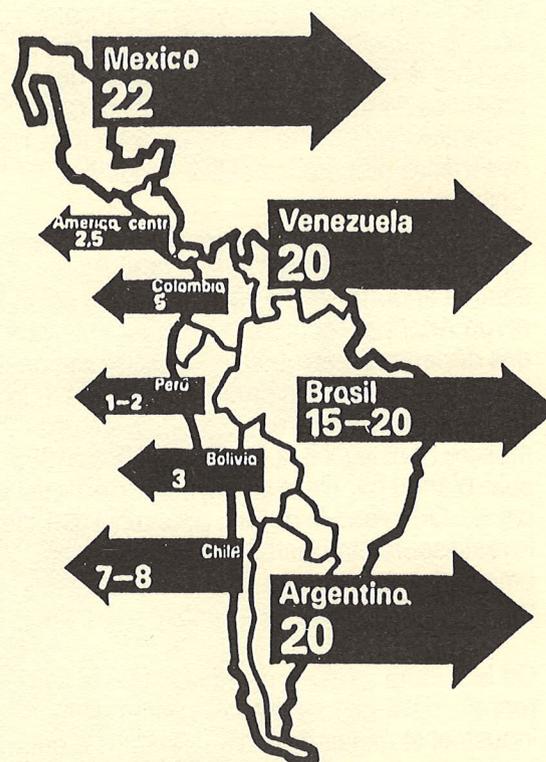
- empêcher la fuite de capitaux;

- stimuler les investissements étrangers en supprimant les contrôles gênants;
- diminuer les impôts des entreprises.

Une dernière mesure, sans doute la pire, est la capitalisation de la dette par l'achat d'actions à rabais des entreprises.

Le plan Baker approuvé par l'administration américaine et les banques privées, sert à renforcer et à légitimer les exigences du F.M.I., sans que les États-Unis aient à mettre un sou de plus dans l'opération. En aucun cas, on ne mentionne la réduction des intérêts ou le rééchelonnement de la dette pour les pays du tiers-monde.

Évaluation approximative de la fuite des capitaux en Amérique latine jusqu'en 1983



Plan Baker — Plan Bradley

Pour l'économiste chilien Sergio Bitar, il y a une surprenante coïncidence entre les propos de Fidel Castro et de Kissinger. Selon ce dernier, il faut apporter des formules de rechange concrètes au problème de la dette, créer un nouvel organisme financier pour la renégocier à long terme. Pour Fidel Castro, la solution réside dans la mise en place d'un nouvel ordre économique international. Il insiste sur le fait que la dette est impayable par d'élémentaires calculs mathématiques, et non par des arguments politiques.

La dette de l'Amérique latine est passée de 4,2 milliards en 1975 à 410 milliards de dollars en 1987. L'ampleur de la crise depuis le début des années 80 frappe la quasi totalité des pays de ce continent. Celui-ci doit consacrer, suivant les années, 30 à 35% du total de ses exportations de biens et services au paiement des intérêts et, en 1986, chaque latino-américain devait 914 \$ aux banques internationales.

La relance de la croissance dépendra des exportations mais encore faut-il que les prix à l'exportation soient stabilisés sur les marchés internationaux.

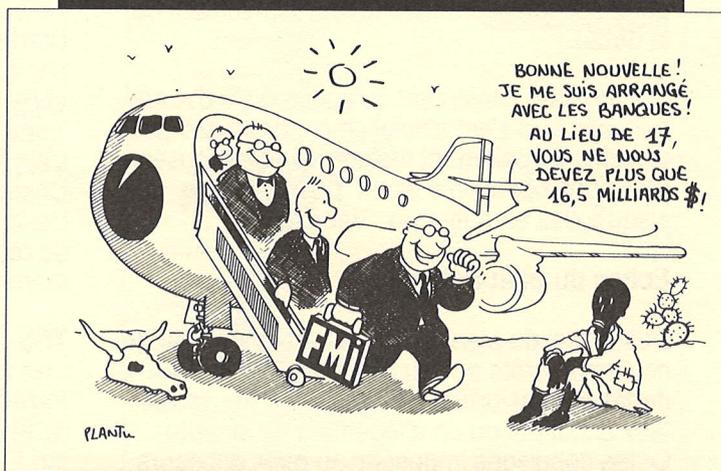
Réactions du «cartel latino-américain»

En juin 1984, animés d'un nationalisme qui les caractérise, les représentants de onze nations latino-américaines se réunissent à Carthagène (Colombie) et demandent la création d'un mécanisme de consultation ainsi que l'établissement d'une liste de principes devant présider aux négociations sur la dette : taux d'intérêts, délais de paiement, octroi de fonds, réforme du F.M.I., stabilisation du prix des matières premières, fin du protectionisme des pays industrialisés.

Conscients que la valeur cumulée de la dette extérieure latino-américaine est supérieure à la moitié de son produit intérieur brut, le groupe des onze* fait ressortir la nécessité de considérer la dette selon une approche politique au niveau international.

* Groupe des onze : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou, Uruguay, Vénézuéla, République dominicaine.

Plus tard, le 17 décembre 1985, c'est à Montevideo que le groupe formule une réponse ferme au plan Baker dans lequel il est question d'un programme pour une croissance soutenue où de l'argent neuf, — une quarantaine de milliards de dollars sur trois ans —, serait apporté à quinze pays très endettés d'Amérique latine. Pourquoi quinze pays, sinon davantage, iraient-ils se battre pour se partager des miettes, alors que les conditions pour les



obtenir sont encore plus draconiennes que celles auxquelles ils sont déjà soumis ?

Les pays débiteurs ont de bonnes raisons de durcir le ton. Depuis 1982, quand éclate la crise, le Nord n'a pas adopté une seule de leurs suggestions, à savoir :

- une importante réduction des taux d'intérêt réels, séparation des anciens et nouveaux prêts, assouplissement des termes de paiement de la dette;
- une augmentation des prêts des banques de commerce afin de tenir compte de l'inflation mondiale;
- l'établissement d'un lien entre le paiement des intérêts et la croissance économique de chaque pays.

Comme d'habitude, lors de cette rencontre, le Nord se contenta de ne rien dire. On ne provoqua aucune discussion générale; le rééchelonnement continua comme par le passé, pays par pays, et les latino-américains retrouvèrent leur timidité et leur bonne volonté.

Plan Baker — Plan Bradley

Véritable tournant historique

Les chefs d'État du sous-continent développent pour la première fois, à Punta del Este (Uruguay — 1986) une vue commune. Il n'est pas question de sacrifier la paix sociale et la stabilité politique sur l'autel du remboursement. Cependant, les différences demeurent profondes quant à la façon dont chaque gouvernement traite concrètement cette question (le Brésil déclare un moratoire et la Bolivie suspend spectaculairement le remboursement de la dette).

On constate finalement qu'aucun pays d'Amérique latine ne s'est officiellement prononcé pour un refus de paiement malgré les nombreuses pressions populaires allant parfois même jusqu'à des émeutes (ex. Vénézuéla).

Échec du plan Baker

L'essentiel du plan Baker se caractérise par de nouveaux prêts au lieu d'offrir aux pays endettés la possibilité de négocier de nouveaux taux d'intérêts ou un allègement de la dette. Or les conditions imposées au pays débiteurs étant les mêmes que celles imposées par le F.M.I., on ne voit pas pourquoi cette politique déclencherait de l'enthousiasme pour un plan qui ne tient aucun compte de leurs problèmes réels.

En effet, Bradley critiquant le plan Baker, ne se gêne pas pour lui signifier que ce plan n'est rien d'autre qu'un transfert déguisé vers les banques ou dans les poches des créanciers sous la forme de règlement des intérêts ou de fuite de capitaux, étant donné que le plan Baker fait appel à de nouveaux prêts au lieu de proposer de nouveaux taux d'intérêt.

En d'autres termes, le plan ne fait que prolonger la politique qui est à l'origine de la dette. De toute façon, l'échec de ce plan est dû au fait qu'il reposait essentiellement sur les banques privées, ces dernières ne prêtant plus à cause des risques de non-paiement de la dette par les pays du tiers-monde.

Plan Bradley *

Bradley, lui, propose des allègements et non de nouveaux prêts en offrant à tous les pays, chaque année sur une durée de trois ans :

* Bill Bradley, sénateur démocrate, membre de la Commission économique au Sénat américain.

- un allègement du taux d'intérêt de toutes dettes aux banques et aux gouvernements
- un allègement définitif de 3% du capital de toutes dettes importantes
- 3 milliards de dollars sous forme de projets ou d'ajustement structurel des institutions, en particulier de la Banque mondiale.

Bradley voit bien les dégâts causés au Nord par la stagnation du Sud, résultant de la dette, et l'allègement dont il est question n'est pas limité qu'aux seuls débiteurs étrangers, mais s'applique aussi à l'industrie américaine. Comment le Nord pourra-t-il bénéficier des marchés du tiers-monde si ces derniers, faute de ressources, ne peuvent ouvrir leurs marchés à la consommation?

Trio : F.M.I. / Banque Mondiale / Bradley

Parmi les multiples mesures de redressement de la dette extérieure mises de l'avant par le trio F.M.I. / Banque mondiale / Bradley, la plus tragique est sans doute celle qui permet au capital international financier de s'approprier les matières premières du tiers-monde (cuivre, étain, gaz, etc.) en achetant à rabais la dette extérieure. Cette opération ouvre la porte aux marchés internes des secteurs productifs les plus rentables, soumis aux appétits les plus voraces des multinationales et des banques commerciales externes. Cela s'appelle en d'autres termes : céder sa souveraineté et hypothéquer l'avenir du pays.

Devenu le symbole d'une certaine rationalité économique peu soucieuse des conséquences sociales, le F.M.I. est de plus en plus ouvertement responsable de nombreux empiètements sur les souverainetés nationales.

Le Chili est le premier pays en 1985 à prôner la conversion de la dette en remettant au capital étranger une partie du patrimoine national. Bien que le Chili ait été qualifié de bon élève par les inspecteurs du F.M.I., ces derniers ne se sont pas gênés pour lui dire que : «le Chili n'est pas un pays prioritaire pour le plan Bradley.» Par conséquent, il n'aura droit qu'au minimum de crédits, à peine cent millions pour le prochain gouvernement civil.

CHILI

Données générales

1

- Capitale : Santiago
- Population : 12,748 millions (1988)
- Population urbaine : 84 % (1986)
- Taux de mortalité infantile (par 1000) : 19,5 (1985)
- Espérance de vie à la naissance : 70 ans
- Alphabétisation : 91,7 (1982)
- PNB per capita : EU 2306 \$ (1987)
- Inflation : 21,5 % (1987)

2

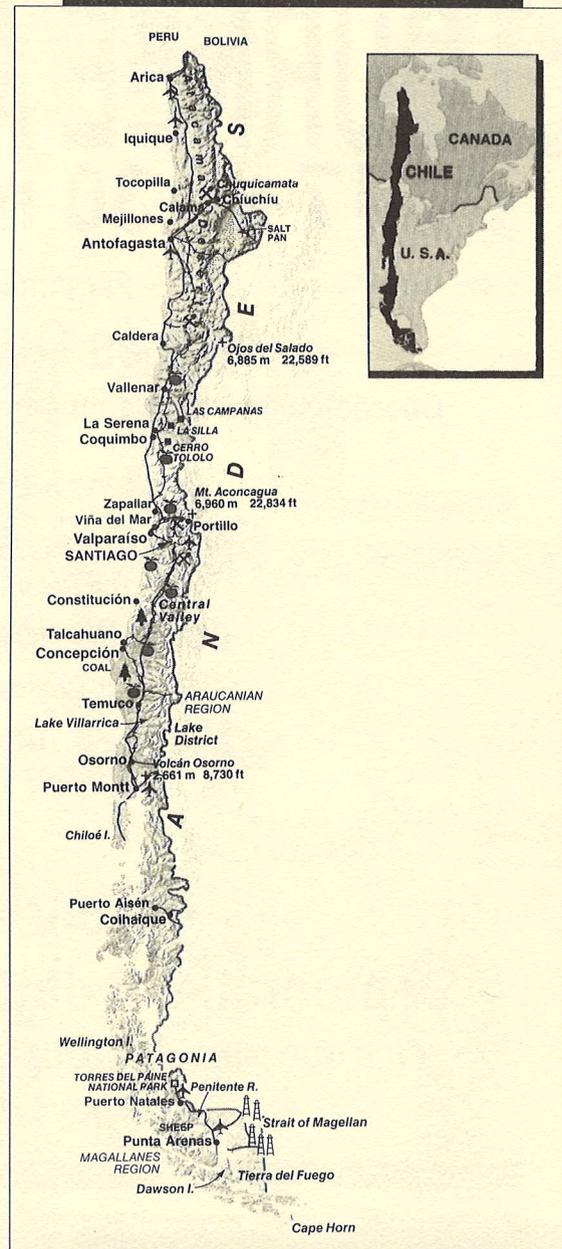
- Destination des exportations principales en 1987 : EU 23 %, Japon 11,6 %, RFA 9,7 %, Italie 6,8 %, Canada 0,8 %.
- Origine des importations : EU 20,3 %, Japon 7,4 %, Brésil 9,8 %, RFA 7,5 %, Argentine 5,1 %, Canada 2,4%

3

- Dette extérieure (1987) 21,2 milliards EU \$; (1988) 20,8 milliards.
- Dette extérieure en % du PNB (1987) 124,1 %
- Service de la dette en % des exportations (1988) 27,1 %
- Service de la dette (1987) 1,714 milliards.
- Croissance moyenne du PNB de 1982 à 1988 4,3 %
- Moyenne de la croissance de la consommation per capita de 1982 à 1988 : 0,8 %
- Moyenne des investissements de 1982 à 1988 : 15,1 % du PNB
- Conversion de la dette 1985, 324 millions; 1986, 987 millions; 1988, 583 millions.

Sources :

- 1 BID (1987) Développement économique et social en Amérique latine, Washington D.C.
- 2 Banque centrale du Chili : indicateurs du commerce extérieur, juin 1988.
- 3 World Bank : (Ed. 1988-89) World Debt Tables



Bibliographie

- A.G. Frank, *Crisis in the third world*, 1981
- Latin America Bureau, *The poverty brokers*, Londres 1983.
- Revues chiliennes : *Hoy*, sept. 1988; *APSI*, oct. 1988; *Analisis*, juin 1989 n° 284; juillet 1989 n° 287; octobre 1989 n° 302.
- Maurice Lemoine, *Les 100 portes de l'Amérique latine*, Paris 1988.
- Susan George, *Jusqu'au cou — enquête sur la dette du tiers-monde*, Paris 1988.

TOURNEE AU QUEBEC

du 17 au 30 novembre 1989

Personne ressource :

Andrés Dominguez Vial

Coordonnateur de la Commission chilienne des droits humains

Rencontres publiques :

• Mercredi 22 novembre, 19 h 30 •

1601, rue Delorimier, Montréal (CSN)

• Jeudi 23 novembre, 19 h 30 •

55, boul. Charest est, Québec (CSN)

• Mardi 28 novembre, 17 h 30 •

1415, rue Jarry est, Montréal, salle C-D (CEQ)

Thèmes :

• Droits humains •

• Démocratie et dette extérieure au Chili •

*Plus que jamais, le peuple chilien compte reconstruire
son pays dans la dignité.*



Demain sera-t-il meilleur? Sûrement meilleur qu'aujourd'hui!

• Dossier préparé par :

*Clotilde Bertrand
Micheline Jourdain
Robert Quevillon*

• Collaboration à la recherche :

Marcelo Solervicens-Saguez

• Photographies fournies gracieusement par

*Le Secrétariat Québec
Amérique latine*

• Graphisme :

Louise Gravel

• Impression :

Beautex

PRIX : 2,00 \$